

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (1982)
Heft: 639

Rubrik: Presse

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 12.05.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Grandes manœuvres pour initiés

En quelques jours un éditeur décide de lancer un hebdomadaire gratuit pour la région zurichoise, il engage une rédaction et une administration ainsi que les 300 distributeurs nécessaires, il établit des tarifs pour la publicité, les imprime et les envoie, bien présentés, aux distributeurs de budgets publicitaires. Cette aventure, incroyable mais vraie, comme dirait Jacques Martin, se passe à Zurich. Rappel de quelques faits.

Début mai. Le Groupe Jean Frey, en profonde reconversion, vend au Groupe Coninx du «Tages-Anzeiger» un titre (journal gratuit) «Züri-Leu» et une feuille officielle «Tagblatt der Stadt Zürich» (cf. DP 637: «Les bouchées doubles du «Tages-Anzeiger»).

Immédiatement trois candidats éditeurs annoncent leur désir de lancer un hebdomadaire gratuit pour la région zurichoise. Le plus puissant, Beat Curti, réussit à éliminer ses concurrents et conclut avec l'imprimerie du centre Ringier d'Adligenswil près Lucerne un contrat d'impression. Le nouvel hebdomadaire paraîtra en offset le 3 juin. Les annonceurs potentiels sont nombreux, selon les affirmations de l'éditeur.

RINGIER À TOUS LES COUPS

A ce stade des opérations, en tout cas un gagnant: le Groupe Ringier, en rapports d'affaires avec un nouveau (gros) client et qui a, certainement, toutes garanties pour le paiement des factures.

A ce stade aussi, un perdant: le Groupe Jean Frey, dont on discerne mal toutes les raisons de se priver d'organes de presse bien introduits.

A ce stade enfin, bien des mystères, malgré une information abondante: incroyables, ces opérations économiques annoncées dans des délais très

brefs, ces «happy end» commerciaux subits, ces affaires montées en deux temps trois mouvements alors qu'en temps normal, elles concluent des campagnes soigneusement et longuement préparées. Ne découvre-t-on que la partie émergente de l'iceberg? M. Beat Curti est manifestement au centre de tous ces mystères et ce n'est pas son interview au dernier «Sonntags-Blick» (Ringier) qui éclaircira quoi que soit!

Et pendant ce temps...

— Le principal éditeur de la presse catholique, Maihof AG à Lucerne, boucle ses comptes 1981 avec un bénéfice très faible qui prive les actionnaires d'une répartition. Les investissements opérés doivent être rentabilisés. La renonciation à la commande du magazine prévu pour la Suisse centrale ne sera pas facile à digérer.

— Le principal quotidien catholique suisse, le «Vaterland», qui paraît sur les presses de «Maihof AG», perd des lecteurs, licencie son rédacteur en chef, en engage un nouveau qui réclame des

moyens rédactionnels supplémentaires pour repartir de l'avant. Où trouver des fonds?

— Deux autres quotidiens catholiques sont aussi en difficultés, malgré les subsides de l'Eglise catholique: «Solothurner Nachrichten» (à Soleure) et «Basler Volksblatt» (à Bâle).

Inutile d'entrer dans des détails. Ce sont les mêmes données que pour la presse socialiste. Il n'y a, maintenant, en ce qui concerne la presse politique, que la presse radicale qui jouit, presque partout, d'une situation confortable.

Le journal socialiste alémanique dont on met actuellement en évidence la situation difficile est l'«AZ» de Soleure (autrefois «Das Volk» — Le Peuple). Il doit trouver 500 abonnés dans un très bref délai pour que la parution en 1983 soit assurée. Une petite phrase de l'article explicatif du 22 mai sera mise en exergue «Remarque d'autocritique: que tout ait pu évoluer sans qu'on s'en aperçoive démontre qu'on ne peut pas, sans punition, faire un journal sans éditeur, sans management, sans conception. Et cela pendant des décennies.»

TEST

Economistes suisses à credo ouvert

Certains affirment qu'il y a autant d'avis que d'économistes lorsqu'il s'agit de se prononcer sur des problèmes précis. Juste ou faux, dans notre pays? Une sorte de test passé par la Société suisse de statistique et d'économie politique, pour les besoins d'une enquête menée par quelques professeurs zurichois, permettra d'y voir plus clair: 406 membres ont reçu un questionnaire en automne 1980, 224 ont répondu et 199 réponses étaient utilisables... Les résultats sont publiés dans le numéro de mars 1982 de la «Revue suisse d'économie politique et de statistique» (adresse utile: Archives économiques suisses, Postfach, 4003 Bâle). Le texte, les tableaux et les annexes occupent quarante pages

et sont rédigés en allemand avec trois brefs résumés en allemand, en français et en anglais.

Conclusions nuancées, on s'en doute. L'expérience valait cependant la peine. Contentons-nous de noter que les économistes suisses sont définis comme des keynésiens modérés, c'est-à-dire qu'ils ne rejettent pas «a priori» des interventions étatiques lorsqu'elles semblent nécessaires. Toutefois, les auteurs de l'enquête relèvent que les économistes qui déploient une activité dans le secteur privé font montre d'une plus large confiance dans l'économie de marché que ceux qui travaillent dans d'autres groupes professionnels.

En définitive, les économistes suisses se rejoindraient sur de nombreux points et seraient en mesure, selon les enquêteurs, «de fournir une précieuse contribution en matière de politique économique». Qui vivra, verra.

C. F. P.